Présidentielle : Plaidoyer pour la solidarité internationale

Le premier tour de l'élection présidentielle 2022, c'est le 10 avril. Entre les deux dernières années dont l'actualité a été dominée par le Covid-19 et les inquiétudes liées à la guerre en Ukraine, les questions de solidarité internationale semblent les grandes oubliées. Or c'est un domaine dans lequel le Défap est engagé, aux côtés d'autres acteurs associatifs. À quelques jours du premier tour, nous reprenons ici le plaidoyer lancé dès le mois de janvier par Coordination Sud, rassemblement national de plus de 170 ONG françaises de solidarité internationale, dont fait partie le Défap.



Coordination SUD souhaite placer les sujets de solidarité internationale au centre du débat pour les élections

présidentielles et législatives 2022. Pour les acteurs et actrices de la solidarité internationale, de l'action humanitaire et du développement, les associations de défense des droits humains et de lutte contre la pauvreté, les associations féministes, d'environnement, d'éducation populaire et de diasporas, la solidarité internationale est la solution aux enjeux sanitaires, sociaux, économiques, environnementaux.

Les deux demandes de Coordination SUD

Par ce **manifeste pour la solidarité internationale**, Coordination SUD portera le constat fait par les acteurs et actrices du secteur et leurs deux demandes :

- Mettre en œuvre la loi de développement solidaire et aller plus loin
- Renforcer le partenariat et la co-construction de la politique de développement avec la société civile

Pour répondre à un triple constat

Dans une interview donnée à Focus 2030, Coordination SUD dresse un **bilan de la politique de solidarité internationale d'Emmanuel Macron**, faisant état des avancées mais également des manques à l'égard des pays les plus pauvres de la planète.

En effet, les inégalités sont multiples et interdépendantes. La crise Covid a participé à mettre à nouveau en lumière cette interdépendance. Aujourd'hui, les femmes reçoivent 35 % des revenus du travail dans le monde contre 65 % pour les hommes. Les 50% les plus pauvres de la planète génèrent 5 tonnes de CO2 par habitant quand les 1% les plus riches en produisent 89 tonnes. **Pour la première fois depuis deux décennies, l'extrême pauvreté a augmenté** obligeant environ 100 millions de personnes supplémentaires à vivre avec moins 1,90 dollar par jour. La moitié des personnes pauvres sont des enfants et environ 70 % des personnes pauvres âgés de plus de 15 ans ne sont jamais allé à l'école. Enfin, aujourd'hui ce sont 274

millions de personnes qui ont besoin d'aide humanitaire dans 37 pays ; c'est une somme de 41 milliards de dollars qui serait nécessaire pour y répondre.

Malgré cette situation, il ne reste que 8 années pour respecter les objectifs de développement durable (ODD) et « ne laisser personne de côté ». **La France doit prendre sa part de responsabilité.** Le cadre législatif adopté le 4 août 2021 **relatif à sa politique de développement solidaire et de lutte contre les inégalités mondiales** est un premier élément qui prévoit des cibles quantitatives mais également des cibles pour améliorer la qualité de son aide publique au développement (APD). La mise en œuvre de cette loi sera un prérequis pour replacer les personnes vulnérables au centre de l'action de la France et ainsi répondre aux besoins d'aujourd'hui tout en anticipant les enjeux de demain. Elle doit devenir l'outil de réponse aux enjeux sanitaires, sociaux, économiques, environnementaux et politiques

Enfin, aujourd'hui toutes actions nationales ayant des impacts sur les populations, les territoires et les économies du monde entier, celles-ci se doivent aussi d'être prises en compte dans l'action internationale de la France, et ce afin de garantir cohérence et efficacité des politiques publiques françaises, en particulier à celle déclinée dans son aide publique au développement